

Académie de droit international humanitaire  
et de droits humains à Genève  
Geneva academy of international humanitarian law  
and human rights

Adh  
genève

**Master en droit international humanitaire**  
**Master of International Humanitarian Law**  
**Programme 2008 - 2009**



[www.adh-geneve.ch](http://www.adh-geneve.ch)

**THE GRADUATE INSTITUTE** | GENEVA  
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES  
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL  
AND DEVELOPMENT STUDIES



**UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE**

FACULTÉ DE DROIT

L'Académie offre un programme unique de Maîtrise universitaire en études avancées (équivalente à un LL.M.) en droit international humanitaire, d'une durée de douze mois, qui reflète l'approche moderne de l'Académie, soit la combinaison de cinq branches principales du droit international applicable aux conflits armés:

- Droit international humanitaire
- Droit international du recours à la force et du maintien de la paix
- Droit international des droits de l'homme
- Droit des réfugiés
- Droit international pénal

De plus, les étudiants suivent des cours spécialisés couvrant des sujets tels que le droit international relatif à la lutte contre le terrorisme, la protection des droits humains à travers le système des Nations Unies et le droit international pénal à travers la jurisprudence nationale et internationale.

The Geneva Academy offers a unique Master's programme (LL.M.) in International Humanitarian Law over twelve months, which reflects the Academy's modern approach, combining five main branches of international law applicable to armed conflicts:

- International Humanitarian Law
- International Law relating to the Use of Force and Peacekeeping
- International Human Rights Law
- Refugee Law
- International Criminal Law

In addition, students follow a number of specialised courses on topics such as the international law relating to counter-terrorism, the protection of human rights through the United Nations system, and international criminal law through international and national case law.

# Cours obligatoires francophones

**Yves Sandoz | Université de Genève**

## **Droit international humanitaire**

Le cours a pour objectif de donner une connaissance complète du droit international humanitaire (DIH) ainsi qu'une conscience des difficultés qui se posent à ceux qui veulent le défendre pour améliorer le sort des victimes des conflits armés.

Le cours se penche sur les différents aspects du DIH: la définition des situations et les problèmes d'applicabilité, la protection des blessés et malades, la guerre maritime et la protection des naufragés, le statut du combattant et la question des civils participant aux hostilités, les prisonniers de guerre et autres personnes détenues dans les conflits armés, la protection de la population civile et l'assistance humanitaire aux populations civiles, l'occupation, la conduite des hostilités et les limites dans l'utilisation de certains moyens de guerre, la mise en oeuvre du DIH et le contrôle de son application, les acteurs humanitaires, les problèmes actuels et les défis à venir en ce qui concerne les normes de fond du DIH et sa mise en oeuvre.

*Yves Sandoz est docteur en droit de l'Université de Neuchâtel. Il a fait l'essentiel de sa carrière au service du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Après diverses missions sur le terrain, il a travaillé en tant que juriste au siège de l'institution avant de prendre la direction du droit international et de la doctrine, fonction qu'il a occupée pendant 18 ans. Il a en outre présidé la Commission académique de l'Institut de droit international humanitaire pendant une douzaine d'années.*

*Dès 2000, il s'est consacré au projet de création du Centre universitaire de droit international humanitaire (CUDIH), depuis 2007 l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève, et il a participé à la direction provisoire de ce Centre lors de son démarrage. Il est actuellement chargé de cours à l'Université de Fribourg et donne un séminaire annuel au Collège d'Europe à Bruges. Il a été élu membre du CICR en septembre 2002. Il est également membre de l'Institut international des droits de l'homme.*

**Vincent Chetail | Institut de hautes études internationales et du développement**

## **Droit international des droits de l'homme**

Le cours propose une étude systématique des diverses règles du droit international des droits de l'homme régissant les conflits armés, les états d'urgence et le terrorisme. Une attention particulière est accordée à la pratique jurisprudentielle des différents organes de contrôle des droits de l'homme en lien avec les thématiques étudiées.

Le cours comporte une première partie consacrée au cadre conceptuel et normatif du droit international des droits de l'homme applicable aux situations de conflits armés et d'états d'urgence. Il procède ensuite à l'examen successif des différentes catégories de droits fondamentaux tout particulièrement affectées par de telles situations (intégrité de la personne, garanties procédurales, libertés fondamentales, droits économiques et sociaux).

## **Droit des réfugiés**

Le cours se propose d'analyser les différentes règles de droit international régissant la condition des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Il est accordé une attention particulière au concept de l'asile territorial et au principe de non-refoulement en droit international général, à la définition internationale du réfugié et au contenu de son statut, au rôle du droit international des droits de l'homme, à l'impact de la lutte contre le terrorisme, au lien entre afflux massif et sécurité collective, à la protection des réfugiés et des personnes déplacées en droit international humanitaire et dans les situations post-confliktuelles, ainsi qu'au mandat des diverses organisations internationales compétentes.

*Membre du corps enseignant de l'Institut universitaire de hautes études internationales depuis 2003, Vincent Chetail est docteur en droit de l'Université Paris II Panthéon-Assas.*

*Il est Directeur de la recherche à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève, Vice-président du Réseau francophone de droit international et Professeur adjoint en droit international à Webster University. Il enseigne ou a enseigné aux Universités de Lausanne, Lyon III, Paris XI, Tunis, ainsi qu'à l'Institut international de droit humanitaire de San Remo, au Programme interdisciplinaire en action humanitaire de l'Institut universitaire d'études du développement et au Centre d'études pratiques de la négociation internationale. Rédacteur en chef du Refugee Survey Quarterly (Oxford University Press), il est régulièrement appelé à travailler comme consultant auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.*

## **Giovanni Distefano | Université de Genève**

### **Droit international public**

Le cours porte sur les caractères saillants de la communauté internationale et sur les principes qui caractérisent son ordre juridique. Il vise à brosser un tableau aussi complet que possible des éléments fondamentaux qui forment l'ordre juridique international.

Les sujets qui sont abordés portent principalement sur la structure et les caractéristiques de l'ordre juridique international, les sujets de droit international, les sources du droit international, la responsabilité internationale des Etats pour fait internationalement illicite et le règlement pacifique des différends internationaux.

*Giovanni Distefano est titulaire d'un doctorat en relations internationales, mention droit international, de l'Institut universitaire de hautes études internationales. De 2002 à 2004, Giovanni Distefano était chargé de cours pour le Département de droit international public et organisations internationales et Maître assistant pour l'Institut de droit public à l'Université de Lausanne.*

*Respectivement en 1998 et en 1999, il a travaillé en qualité de conseiller juridique assistant de la République de Bosnie-Herzégovine dans l'affaire de l'Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et pour la République islamique d'Iran devant la Cour internationale de justice dans l'affaire des Plates-formes pétrolières. Il a aussi collaboré ponctuellement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (1997), l'Institut de droit international (1995, 1997, 2003), l'UNICEF – Italie (1999), la Société italienne de droit international (2000), l'Université Libre de Bruxelles (2000), l'Australian National University (2001), les Universités de Vérone et Catane (2001- 2004), l'Institut de droit international (Session de Bruges) et l'Université des Emirats Arabes Unis (2004).*

## **Olivier de Frouville | Université de Montpellier 1**

### **Droit international pénal**

Après la seconde guerre mondiale, la création des deux Tribunaux militaires internationaux de Nuremberg et de Tokyo chargés de juger les criminels de guerre allemands et japonais incarne la première tentative dans l'Histoire de juger les auteurs de crimes graves «révoltant la conscience de l'humanité», indépendamment de la qualité officielle des criminels et de leur position dans la hiérarchie de l'Etat. Après une mise en sommeil due à la guerre froide, la justice pénale internationale a connu un renouveau avec la création des deux tribunaux «ad hoc» sur l'ex-Yougoslavie et le Rwanda en 1993 et 1994, puis celle de la Cour pénale internationale en 1998. A travers leur jurisprudence, ces institutions ont fait du «droit international pénal» une discipline à part entière.

Le cours porte sur la place du droit international pénal en droit international contemporain, les infractions internationales (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre), la responsabilité pénale individuelle, les juridictions pénales internationales et les grands principes de la procédure pénale internationale et le rôle des juridictions nationales dans le jugement des criminels.

*Olivier de Frouville est professeur de droit public à l'Université de Montpellier 1 et membre de l'Institut de Droit Européen des Droits de l'Homme (IDEDH). Il enseigne le droit international pénal depuis 2002, le droit international public, le droit international des droits de l'homme et le droit international économique. Il est également chargé de cours à l'Université Paris II (Panthéon-Assas).*

*Chargé de mission de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Olivier de Frouville a notamment représenté cette organisation dans le cadre de la négociation de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme (1995/1998) et plus récemment de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2003/2006).*

# English core courses

## **Marco Sassòli | Université de Genève**

### **International humanitarian law**

International humanitarian law (IHL) is the branch of international law governing the conduct of States, armed groups and individuals during armed conflicts. IHL rules provide protection in particular to individuals who do not or no longer directly participate in hostilities, and they prescribe limits on the amount of violence and interference in the rights of individuals that may be undertaken to the amount necessary to overcome the military potential of the enemy. The course is based on contemporary practice in the field of IHL and the main learning method is inductive, i.e. students acquire knowledge of IHL by discovering and discussing its rules applicable to practical cases taken from contemporary practice.

*Marco Sassòli, a national of Switzerland and Italy, is since March 2004 Professor of International Law at the University of Geneva, Switzerland. From 2001-03, Marco Sassòli was Professor of International Law at the University of Québec, Montréal, where he remains Associate Professor. He is also Associate Professor at the University of Laval.*

*He chairs the Board of the Geneva Academy for International Humanitarian Law and Human Rights and of Geneva Call, an NGO which engages with armed non-State actors to adhere to humanitarian norms. He is also a member of the Board of the International Council of Human Rights Policy. He is currently engaged in a research project funded by the Swiss National Science Foundation on private companies and international humanitarian law. He graduated with a Doctor of Laws from the University of Basel (Switzerland) and is member of the Swiss Bar. He worked from 1985-1997 for the International Committee of the Red Cross. He has also served as Executive Secretary of the International Commission of Jurists and as Registrar at the Swiss Supreme Court.*

## **Louise Doswald-Beck | Institut de hautes études internationales et du développement**

### **International human rights law**

This course aims at providing students with an in-depth knowledge of the application of human rights law in states of emergency, armed conflicts and terrorism-related violence. After a discussion of overall concepts and basic principles of human rights, individual human rights particularly affected by such situations is discussed, namely, the right to life, the prohibition of torture, the right to liberty and security and the right to fair trial. The course also deals with other salient legal issues which are likely to arise against the background of a state of emergency, such as the definition of a state of emergency, the regime of derogations and restriction clauses and the extraterritorial application of human rights treaties. Throughout the course, particular attention is paid to the case law of the different human rights bodies dealing with states of emergency, armed conflicts or terrorism.

*Louise Doswald-Beck is Professor of International Law at the Graduate Institute of International and Development Studies and was the Director of the University Centre for International Humanitarian Law (the predecessor to the Academy) from 2003 to 2007. Of British origin, she began her academic career in 1975 after being called to the Bar in London. She was a lecturer in international law at Exeter University and then at London University where she taught, inter alia, LL.M. courses on the law of armed conflict and the use of force and the international protection of human rights. Between 1987 and 2001, she was a Legal Adviser at the International Committee of the Red Cross and became Head of the Legal Division in 1998. Between 2001 and 2003, she was Secretary-General of the International Commission of Jurists, a non-governmental organisation that works for the protection of human rights through the rule of law.*

## **Robert Kolb | Université de Genève**

### **Public international law**

This course discusses the principles characterising the legal order of the international society composed of States and some other international persons. The lectures aim at providing a selective overview of the fundamental elements which constitute the international legal order so that at the end of the semester, students have a global vision of public international law in its multifaceted manifestations. The subject matters covered include the sources of law, in particular the law of treaties, territory, international responsibility, peaceful settlement of disputes and the basic framework governing the maintenance of peace.

*Robert Kolb holds a law degree from the University of Bern, a postgraduate degree in public international law from the Graduate Institute of International Studies (HEI), Geneva, an LL.M. degree in the law of the sea from University College, University of London, a doctorate in international law from the HEI and a *venia docendi* following a post-doctoral thesis at the University of Bern. He has worked as legal advisor at the International Committee of the Red Cross in 1998/1999 and for the International Law Directorate of the Swiss Federal Department of Foreign Affairs since 2000. He has been Secretary of the Institute of International Law since 1999. In 2004, he was appointed Counsel for Lalive Attorneys-at-Law, Geneva. Since 2007, Robert Kolb has been Full Professor of International Law at the University of Geneva.*

## **Paola Gaeta | Universités de Genève et de Florence**

### **International criminal law**

After dealing briefly with the birth and evolution of international criminal law as a branch of public international law with regard to the so-called core crimes, the course focuses on the legal ingredients of each core crime (war crimes, crimes against humanity and genocide), plus a few other crimes (torture, aggression and terrorism in warfare as a discrete international crime).

The course also deals with the various forms of criminal accountability, defences and excuses, and the question of international immunities for State officials. As for the mechanisms to enforce international criminal law, the course examines the role of international and mixed tribunals and the role of national criminal jurisdictions in repressing international crimes, focusing in particular on the legitimate grounds of criminal jurisdiction under international law and the question of universal criminal jurisdiction.

*Paola Gaeta is Full Professor in the Criminal Law Department of the University of Geneva and Full Professor of International Criminal Law at the University of Florence. Since 2007, she is the Director of the Academy's Master's Programme. She is Italian and was educated at the University of Florence. She obtained her PhD in Law at the European University Institute in 1997 with a thesis on Interim Measures of Protection Taken by International Court and Tribunals. She was Visiting Fellow at the Research Centre for International Law, Cambridge (1996), and Researcher at the T.M.C. Asser Institute, The Hague (1998) and the Centre Mahler de droit pénal comparé, Paris (2000). She is a Member of the Editorial Board of the Journal of International Criminal Justice and of the Advisory Scientific Committee of the European Journal of International Law. Her publications include La giustizia cautelare nel diritto internazionale (2000) and The Statute of the International Criminal Court: A Commentary (co-editor with A. Cassese and J. R.W.D. Jones) (2001).*

## **Guy Goodwin-Gill | Université d'Oxford**

### **Refugee law**

Following a review of the history of international refugee law, the course focuses on the legal context, including the rights and obligations of States and the rights of individuals. The 1951 Convention and 1967 Protocol relating to the Status of Refugees are reviewed, with due regard also to human rights protection. Who is a refugee, and how decisions are made, are examined, with reference to key terms, such as persecution, race, religion, political opinion and social group, and in light of selected contemporary issues, such as conscientious objection to military service, women refugees, flight from conflict, security, terrorism, and "exclusion".

The course also considers the legal standing of currently contested issues, such as the “right” to seek asylum, the principle of non-refoulement, procedural standards, the responsibility to determine asylum claims, and extra-territorial measures of interception. Examples from different jurisdictions and the practice of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees are used to focus attention on the adequacy of existing international mechanisms, particularly in the face of the challenges presented by migration, internal displacement, complex emergencies (including protracted conflict) and humanitarian assistance.

*Guy Goodwin-Gill is a Senior Research Fellow of All Souls College, Oxford and Professor of International Refugee Law at the University of Oxford. He was formerly Professor of Asylum Law at the University of Amsterdam, and served as a Legal Adviser in the Office of United Nations High Commissioner for Refugees in various countries from 1976-1988. Since 1997, he has been President of the Refugee Legal Centre (a UK non-governmental organization providing legal advice and representation to refugees and asylum seekers). He is the Founding Editor of the International Journal of Refugee Law and was Editor-in-Chief from 1989-2001. Recent publications include The Refugee in International Law, 3rd ed. (with Dr Jane McAdam) (2007) and Free and Fair Elections, 2nd ed. (2006).*

# Cours optionnels | Optional courses

## **Antonio Cassese | Université de Florence**

### **International criminal law through international and national case law**

This course focuses on some major problems of international criminal law through a discussion of some leading cases. It considers the following issues: sources of international criminal law, categories of international crimes, modes of international criminal liability and defences.

*Antonio Cassese is Professor of International Law, University of Florence. He was President of the European Committee for the Prevention of Torture (1989/1993), Judge and President of the International Tribunal for the former Yugoslavia (1993/2000), Chairman of the UN International Commission of Inquiry into violations of Human Rights and Humanitarian Law in Darfur (2004/2005) and Independent Expert tasked by the UN Secretary-General to Review the Efficiency of the Special Court for Sierra Leone (2006). Since 1995, Antonio Cassese is a Member of the Institut de droit international. He was the winner of the Wolfgang Friedmann Memorial Award for 2007 for outstanding contributions to the field of international law.*

## **Andrew Clapham | Institut de hautes études internationales et du développement**

### **International legal framework for the protection of human rights**

Starting with the history of the concept of human rights and an examination of the ways human rights are instrumentalised in foreign policy, the course then focuses on the legal dimension. International obligations are explored as they arise in customary and treaty law. Special attention is paid to the obligations of non-state actors and new ways of looking at the sources and subjects of international law. The course takes a detailed look at the implications of the changing understanding of the addressees of international law for holding non-state actors (such as multinational corporations) accountable for human rights violations. The UN and regional machinery for the protection of human rights is critically examined with a special emphasis on the work of the new Human Rights Council and its new Universal Periodic Review Mechanism.

*Before joining the Graduate Institute of International and Development Studies in 1997, Andrew Clapham was the representative of Amnesty International to the United Nations in New York. Since 2007, he is the Director of the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights. His current research relates to the role of non-state actors in international law and related questions in human rights and humanitarian law. He has worked as Special Adviser on Corporate Responsibility to the UN High Commissioner for Human Rights Mary Robinson and Adviser on International Humanitarian Law to Sergio Vieira de Mello, Special Representative to the UN Secretary-General in Iraq.*

## **Eric David | Université de Bruxelles**

### **Questions choisies de droit international humanitaire**

Le cours est consacré à l'approfondissement de diverses questions de droit international humanitaire telles que le fondement et l'intérêt de l'affirmation par les Etats-Unis qu'ils sont «en guerre avec le terrorisme», la notion de participation directe aux hostilités, la responsabilité des Pays-Bas dans les massacres de Srebrenica, la responsabilité de la France dans le génocide rwandais, l'existence d'un conflit armé entre l'Organisation des Moudjahidine du Peuple Iranien (OMPI) et le gouvernement iranien, le jugement des détenus de Guantánamo devant des commissions militaires et la notion de groupe armé organisé dans un conflit armé non international.

*De nationalité belge, Eric David a fait tout son cursus universitaire à l'Université libre de Bruxelles: docteur en droit (1966), licencié spécial en droit international (1968), licencié en sciences politiques et diplomatiques (1973) et agrégé de l'enseignement supérieur en droit des gens (1976). Entré comme chercheur au Centre de droit international en 1968, il a dirigé le Centre de 1996 à 2000 et le préside depuis fin 2002. Il dirige le Master complémentaire en droit international depuis 1996. Il est, par ailleurs, Président de la Commission consultative de droit international humanitaire de la Croix-Rouge de Belgique depuis 1996.*

## **Emmanuel Decaux | Université Panthéon Assas (Paris II)**

### **Justice et situations de crise**

La bonne administration de la justice, qui est traditionnellement au cœur de la protection des droits de l'homme, à travers les garanties juridictionnelles, notamment l'*habeas corpus*, semble plus importante encore en situation de crise, alors que la séparation des pouvoirs risque d'être remise en cause.

Les différentes questions concernant les «juridictions d'exception» face aux différentes situations de crise ou de sortie de crise seront au cœur de la problématique du cours. Après une présentation générale de la problématique, une série d'exposés en équipe va permettre d'approfondir l'analyse juridique de situations concrètes. Des présentations seront ainsi être faites sur des sujets tels que les formes de justice d'exception (justice militaire et justice politique), l'administration de la justice en situation de crise (les garanties internes et les garanties internationales), la justice dans les situations de post-crise (justice et impunité).

*Emmanuel Decaux est professeur de droit public à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) dont il dirige le Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire. Il est également responsable du Master 2 droits de l'homme et droit humanitaire de l'Université Paris II et rédacteur en chef de la revue Droits fondamentaux. Titulaire d'une thèse mention droit public obtenue en 1978, il a été maître de conférences à l'Université de Paris X Nanterre (1980/1988) et détaché comme chef du Bureau du droit comparé et du droit international de la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques du Ministère de l'intérieur (1986/1988). Après l'agrégation de droit public en 1988, il a été successivement en poste à l'Université du Maine (1988/1992) puis à l'Université de Paris X-Nanterre (1992/1999) avant d'être professeur à l'Université Panthéon-Assas Paris II depuis 1999.*

## **Paola Gaeta | Universités de Genève et de Florence**

### **Reparation to victims of international crimes**

This course examines the obligation of States and non-state actors to repair serious violations of human rights law. The course is divided into three parts.

The first part concerns the obligation of States: after a general introduction on the notion of reparation for international wrongful acts under the law of State responsibility, the obligation for States to repair serious violations of human rights and IHL both under treaties and under customary international law will be discussed. The mechanisms that have been created both at the international and national level to provide reparation to victims of international crimes are also be examined.

The second part discusses the obligation of non-state actors to repair serious violations of human rights and humanitarian law, with a particular emphasis on the obligation of armed groups and corporations.

The third part focuses on the possibility for individuals to obtain compensation by bringing a claim against the responsible State before national courts. In this regard, particular emphasis is placed on the US Alien Tort Claims Act and the possible relevance of immunities and doctrines such as the “political act” doctrine.

*See the biography of Paola Gaeta under International Criminal Law (page 8).*

## **Manfred Nowak | Institut de hautes études internationales et du développement**

### **Fight against torture, cruel, inhuman or degrading treatment or punishment**

The course focuses on the various substantive and procedural provisions of the UN Convention against Torture of 1984 (definition of torture, principle of non-refoulement, obligations of State parties to prevent and criminalise torture, to bring perpetrators to justice and to provide victims with a remedy and reparation, State reporting, inquiry, individual and inter-State complaints procedures) and its Optional Protocol of 2002 (preventive visits to places of detention by the Subcommittee on Prevention and national preventive mechanisms). In addition to the case law and practice of the UN Committee against Torture, the course also covers the practice of the UN Special Rapporteur on Torture, and above all the methodology of fact-finding missions.

*Manfred Nowak is currently the holder of the Swiss Human Rights Chair at the Graduate Institute of International and Development Studies. He is a Professor of Constitutional Law and Human Rights at the University of Vienna. Manfred Nowak was one of the judges of the Human Rights Chamber for Bosnia and Herzegovina between March 1996 and December 2003. He was also the Vice President of the Chamber between 1997 and 1998. He is currently the United Nations Special Rapporteur on Torture, and was one of the five authors of a United Nations report on the detention of captives at the United States naval base at Guantanamo Bay, Cuba.*

## **Nils Melzer | Comité international de la Croix-Rouge**

### **The rule of law and the use of force in police, military and counter-terrorism operations**

This course conducts a comparative in-depth analysis into the international legal standards governing the use of force against human beings in police, military and counter-terrorism operations. Based on practical examples, jurisprudence and theoretical analysis, a series of foundational lectures distinguish the concepts of “law enforcement”, “counter-terrorism” and “hostilities” and introduce the specific rules and principles governing the use of force against human beings in each situation. Particular focus is given to legal grey-zones and areas of overlap arising from the increasingly blurred distinction between police and military activities and the privatization of the use of force. The overarching aim of the course is to illustrate and reaffirm the practical relevance of the rule of law with regard to the use of force in the contemporary security environment.

*Nils Melzer is Legal Adviser for the International Committee of the Red Cross (ICRC) and holds a PhD in Law from the University of Zürich (summa cum laude). Since 2004, he has been responsible for the ICRC's expert process aimed at clarifying international humanitarian law relating to the issue of civilian participation in hostilities. He has also served the ICRC as an Operational Legal Adviser for the Middle East and Africa (2002-2004), and as a field delegate in the Balkans and the Middle East (1999-2002). Dr. Melzer is specialised in issues of targeting and the use of force in police, counter-terrorism and military operations and has published several works, including his recent book Targeted Killing in International Law (2008).*

## **Nicolas Michel | Université de Genève et Institut de hautes études internationales et du développement**

### **The UN and the emerging culture of the end of impunity**

The UN today aims at bringing an end to the impunity of the perpetrators of international crimes (genocide, crimes against humanity and war crimes). The creation of international tribunals, as well as the assistance given to the creation of mixed or hybrid tribunals, and of the International Criminal Court clearly illustrate the central role played by the UN in that process. At the end of the course the participants should understand the historic context of these developments, have a good knowledge of the main institutional aspects of the emerging culture of the end of impunity, and be able to analyse thematic issues like the relationship between courts and tribunals on one hand and traditional mechanisms of justice or truth and reconciliation processes on the other, as well as the relationship between peace and justice processes in concrete situations.

### **La responsabilité de protéger**

Le cours a pour objet le concept de la responsabilité de protéger tel qu'il a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2005 et la manière dont il est mis en oeuvre aujourd'hui. Il s'agit d'étudier l'émergence du concept, sa signification et sa portée. Il s'agit en particulier d'analyser les aspects juridiques de la question, compte tenu de l'évolution des conceptions, de l'ingérence humanitaire à la responsabilité de protéger. Le cours offre l'occasion d'identifier le caractère positif mais aussi les dimensions problématiques de ces développements.

*Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Genève, Nicolas Michel est aussi professeur associé à l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. De 2004 à 2008, il était Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et conseiller juridique des Nations Unies. Il est titulaire d'un Privat docent (habilitation) et d'un Doctorat en droit de l'Université de Fribourg, d'une Maîtrise en relations internationales de la Georgetown University, Washington D.C., ainsi que d'un brevet d'avocat. Il était professeur à l'Université de Fribourg de 1987 à 2004. Il a été Directeur du droit international public et Jurisconsulte du Département fédéral des affaires étrangères entre 1998 et 2003 (poursuite de l'exercice de la fonction de Jurisconsulte en 2003-2004).*

## **William Schabas | Université nationale d'Irlande (Galway)**

### **International criminal courts and tribunals**

This course studies the international criminal tribunals, starting with the International Military Tribunals at Nuremberg and Tokyo, the “ad hoc” international criminal tribunals established by the United Nations for the former Yugoslavia, Rwanda, Sierra Leone and Lebanon, and the International Criminal Court. It considers the legal basis for their creation, the political dimension of their establishment and operation, the crimes within their jurisdiction, admissibility, procedure and substantive issues including penalties. Some of the major philosophical issues are examined, including retroactive prosecution and the selection of situations and cases. Contemporary practice of the International Criminal Court is studied. By the end of the course students should be familiar with the main authorities, including the applicable instruments, the leading cases and the academic writing on the subject.

*William Schabas is Professor of Human Rights Law at the National University of Ireland, Galway, and Director of the Irish Centre for Human Rights. His numerous publications include Genocide in International Law (2000), The Abolition of the Death Penalty in International Law (2002), The United Nations International Criminal Tribunals, the former Yugoslavia, Rwanda, Sierra Leone (2006), International Human Rights Law and Canadian Law: Legal Commitment, Implementation and the Charter (2007). He is Editor-in-chief of the Criminal Law Forum, and a member of the Board of Trustees of the United Nations Voluntary Fund for Technical Cooperation in the Field of Human Rights.*

## **Jérôme Cario | Collège interarmées de Défense (Paris)**

### **Le droit international humanitaire dans la conduite des hostilités**

Les interventions aujourd'hui n'étant plus réservées aux seuls militaires, ce cours a pour but d'accéder à une meilleure compréhension du droit international humanitaire dans les opérations extérieures.

Le déroulement de ces opérations extérieures repose principalement sur un équilibre complexe entre les nécessités militaires et les impératifs humanitaires. Respecter cet équilibre est le défi auquel les différents acteurs de ces interventions sont continuellement confrontés. De plus, l'émergence d'une justice pénale internationale entraîne une plus grande responsabilité des individus lors de ces opérations extérieures.

*Le Lieutenant-colonel Jérôme Cario, Chef du bureau recherche et conseiller juridique du CDEF, est docteur en histoire, mention droit international humanitaire. Après avoir servi pendant 23 ans dans l'Infanterie, il a rejoint le cadre spécial, voie expert, domaine réglementation activités juridiques. Il a effectué différentes missions extérieures, en particulier en Afghanistan. Responsable du cours sur le droit des conflits armés aux Écoles Militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan jusqu'en 2003, il dirige une formation en droit opérationnel pour les officiers de l'Armée de Terre. Directeur du séminaire Droit et militaire au Collège Interarmées de Défense (CID), il est chargé de cours au sein d'organismes civils et militaires et d'universités françaises et étrangères.*



**Académie de droit international humanitaire  
et de droits humains à Genève  
Geneva Academy of International Humanitarian  
Law and Human Rights**

40, boulevard du Pont d'Arve  
CH - 1211 Genève 4  
Tél. 41 22 379 85 71 - Fax. 41 22 379 84 23

[www.adh-geneve.ch](http://www.adh-geneve.ch) | [www.adh-geneva.ch](http://www.adh-geneva.ch)